



## RÉSUMÉ DE LA TRENTE-SEPTIÈME SESSION DU GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT: 14-17 OCTOBRE 2013

La trente-septième session du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC-37) s'est tenue du 14 au 17 octobre 2013 à Butami, en Géorgie. La réunion a été suivie par 229 participants venus de 92 pays, dont des représentants de gouvernements, des experts scientifiques et la société civile.

Le Groupe a examiné et adopté deux rapports méthodologiques, à savoir: le « Supplément 2013 aux lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre: les zones humides » et les « Méthodes complémentaires et guide de bonnes pratiques 2013 révisés découlant du Protocole de Kyoto ». Le GIEC a également entrepris des discussions préliminaires sur la planification de son avenir et a examiné une série de questions de procédure. Cette réunion, qui se tenait au milieu de la finalisation du cinquième rapport d'évaluation (RE5), a abordé des questions importantes pour les travaux du GIEC à long terme, notamment, la communication, la sensibilisation, la transparence, les conflits d'intérêts et les questions relatives au programme.

### BREF HISTORIQUE DU GIEC

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Son but consiste en l'évaluation des données scientifiques, techniques et socio-économiques permettant de comprendre les risques liés aux changements climatiques d'origine anthropique, leurs impacts potentiels et les options offertes pour l'adaptation et l'atténuation. Le GIEC n'entreprend pas de nouvelles recherches, pas plus qu'il n'assure la surveillance des données liées au climat, mais il procède à des évaluations des connaissances sur la base de la littérature scientifique et technique publiée et revue par les pairs.

Le GIEC dispose de trois Groupes de travail (GT): le GTI traite des aspects scientifiques du système climatique et des changements climatiques; le GTII traite de la vulnérabilité des systèmes socio-économique et naturel aux changements climatiques, des impacts des changements climatiques et des options pour l'adaptation; et le GTIII traite des options offertes en matière de limitation des émissions de gaz à effet de serre

(GES) et d'atténuation des changements climatiques. Chaque GT a deux coprésidents et six vice-présidents, à l'exception du GTIII qui, pour le cycle du RE5, a trois coprésidents. Les coprésidents guident les GT dans l'accomplissement des mandats qui leur sont confiés par le Groupe et sont assistés dans cette tâche par les Unités d'appui technique (UAT).

### DANS CE NUMÉRO

Bref historique du GIEC .....	1
Rapport de la GIEC-37 .....	3
Approbation du projet de rapport de la 36 <sup>e</sup> session .....	3
Adoption et acceptation du « Supplément 2013 aux lignes directrices 2006 pour les inventaires de GES: les zones humides » .....	4
Adoption et acceptation des « Méthodes complémentaires et guide des bonnes pratiques 2013 révisés découlant du Protocole de Kyoto » .....	4
Avenir du GIEC .....	5
Stratégie de communication et de sensibilisation .....	7
Mise en œuvre de la politique du GIEC applicable aux conflits d'intérêts .....	8
Réduction de l'empreinte carbone des activités du GIEC .....	8
Programme et budget du GIEC .....	8
Progrès accomplis dans l'élaboration du cinquième rapport d'évaluation .....	8
Rapports d'étape .....	9
Efficacité du Comité exécutif du GIEC .....	10
Admission des organisations observatrices .....	10
Questions relatives à la CCNUCC et à d'autres organismes internationaux .....	10
Questions de procédure .....	10
Questions diverses .....	11
Clôture de la GIEC-37 .....	11
Brève analyse de la GIEC-37 .....	11
Prochaines réunions .....	12
Glossaire .....	13

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par María Gutiérrez, Ph.D, Mihaela Secrieru et Hugh Wilkins. Version française: Hélène Kom - Correctrice: Louison Dumaine-Laulusa. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le bailleur de fonds du *Bulletin* est la Commission européenne (DG-ENV). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2013, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Wallonie, du Québec et de l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

Le GIEC dispose également d'un Groupe de travail sur les inventaires nationaux de GES (GTIn). Le GTIn supervise le Programme des inventaires nationaux de GES du GIEC qui vise à élaborer et à affiner une méthodologie approuvée à l'échelon international et un logiciel pour le calcul des émissions et des absorptions nationales de GES et pour la communication de ces données, et à promouvoir l'utilisation de cette méthodologie par les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le Bureau du GIEC est élu par le Groupe pour la durée de l'élaboration d'un rapport d'évaluation du GIEC (environ six ans). Son rôle est d'aider le président du GIEC dans la planification, la coordination et le suivi des travaux du GIEC. Le Bureau est composé d'experts du changement climatique représentant toutes les régions. Actuellement, le Bureau est composé de 31 membres qui sont: le président du GIEC, les coprésidents des trois groupes de travail et du Bureau du GTIn (BGTIn), les vice-présidents du GIEC et les vice-présidents des trois GT. Outre le Bureau, le GIEC a établi en 2011, un Comité exécutif pour aider aux travaux intersessions et à la coordination des GT. Le Comité comprend le président du GIEC, les coprésidents des GT et du BGTIn, les vice-présidents du GIEC et des membres consultatifs comprenant le Chef du Secrétariat et quatre chefs des UAT. Le Secrétariat du GIEC est établi à Genève, en Suisse, et est hébergé par l'OMM.

**PRODUITS DU GIEC:** Depuis sa création, le GIEC a élaboré une série d'évaluations exhaustives, des rapports spéciaux et des documents techniques qui fournissent des données scientifiques sur les changements climatiques à la communauté internationale, et qui sont soumis à un examen approfondi par les experts et les gouvernements.

Le GIEC a mené à ce jour quatre évaluations exhaustives des changements climatiques, créditée chacune d'un rôle clé dans l'avancement des négociations menées dans le cadre de la CCNUCC: le premier rapport d'évaluation a été achevé en 1990; le deuxième rapport d'évaluation en 1995; le troisième rapport d'évaluation en 2001 et le quatrième rapport d'évaluation (RE4) en 2007. En 2008, la GIEC-28 a décidé d'entreprendre un cinquième rapport d'évaluation (RE5) qui doit être achevé en 2014.

Les rapports d'évaluation sont articulés en trois volumes, soit un volume pour chaque GT. Chaque volume comprend un résumé à l'intention des décideurs (RID), un résumé technique et un rapport d'évaluation sous-jacent. Tous les chapitres des rapports d'évaluation sont soumis à un processus d'examen approfondi qui se déroule en trois étapes: un premier examen par des experts, un deuxième examen par des experts et les gouvernements et un troisième examen par les gouvernements. Chaque RID est approuvé ligne par ligne par le GT compétent. Le rapport d'évaluation comprend également un rapport de synthèse (RSY) soulignant les aspects les plus pertinents des rapports des trois GT, et un RID du RSY qui est approuvé ligne par ligne par le Groupe. Plus de 800 auteurs et réviseurs issus de 85 pays participent à l'élaboration du RE5.

Outre les évaluations exhaustives, le GIEC produit des rapports spéciaux, des rapports méthodologiques et des documents techniques axés sur des thèmes spécifiques liés aux changements climatiques. Les rapports spéciaux établis par le GIEC portent entre autres sur: l'utilisation des terres, les changements d'affectation des terres et la foresterie (2000); le piégeage et le stockage du dioxyde de carbone (2005); les sources d'énergie renouvelables et les mesures d'atténuation des changements climatiques (SRREN) (2011); et plus récemment, le rapport spécial sur la gestion des risques d'événements

extrêmes et de catastrophes en vue d'une meilleure adaptation aux changements climatiques (SREX) (2011). Des documents techniques ont été élaborés sur, entre autres, les changements climatiques et la biodiversité (2002) et sur les changements climatiques et l'eau (2008).

Le GIEC a également produit des rapports méthodologiques ou lignes directrices, pour aider les pays à communiquer les données concernant leurs émissions de GES. Des recommandations en matière de bonnes pratiques ont été approuvées par le Groupe en 2000 et 2003. La dernière version des lignes directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de GES a été approuvée par le Groupe en 2006.

Pour tous ses travaux et efforts visant « à renforcer et à diffuser davantage de connaissances sur les changements climatiques, et à jeter les bases nécessaires pour contrer de tels changements », le GIEC a reçu le Prix Nobel de la paix, conjointement avec l'ancien vice-président des États-Unis d'Amérique Al Gore, en décembre 2007.

**GIEC-28:** Cette session s'est tenue les 9 et 10 avril 2008 à Budapest, en Hongrie, et les discussions ont porté sur l'avenir du GIEC, notamment sur les aspects clés de son programme de travail tels que la structure des GT, le type et le calendrier des prochains rapports et la future structure du Bureau du GIEC et du BGTIn. Le GIEC a décidé d'élaborer le RE5 et de conserver la structure actuelle de ses GT. Afin de permettre une utilisation importante des nouveaux scénarios présentés dans le RE5, le Groupe a demandé au Bureau de veiller à la livraison du rapport du GTI au début de 2013 et à la finalisation des rapports des autres GT, et du RSY, le plus tôt possible en 2014.

**GIEC-29:** Cette session, qui a commémoré le 20<sup>e</sup> anniversaire du GIEC, s'est tenue du 31 août au 4 septembre 2008 à Genève, en Suisse. Le Groupe y a élu le nouveau Bureau du GIEC et le BGTIn, et a réélu Rajendra Pachauri (Inde) à la présidence du GIEC. Le Groupe a également poursuivi les discussions sur l'avenir du GIEC et a décidé de créer un programme de bourses pour les jeunes scientifiques du changement climatique issus des pays en développement avec des fonds provenant du Prix Nobel de la paix.

**GIEC-30:** Cette session s'est déroulée du 21 au 23 avril 2009 à Antalya, en Turquie. Le Groupe s'y est concentré principalement sur l'avenir à court terme du GIEC et a fourni des orientations concernant une réunion de cadrage consacrée au RE5, qui devait avoir lieu à Venise, en Italie, du 13 au 17 juillet 2009.

**GIEC-31:** Cette session a eu lieu du 26 au 29 octobre 2009 à Bali, en Indonésie. Les discussions ont porté sur l'approbation des grandes lignes du projet de chapitre du RE5 élaboré par les participants à la réunion de Venise consacrée au cadrage du rapport. Le Groupe a également examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre des décisions prises à la GIEC-30 concernant la participation des scientifiques des pays en développement et des pays à économie en transition, l'utilisation des technologies électroniques et l'avenir à long terme du GIEC.

**EXAMEN PAR LE CONSEIL INTERACADÉMIQUE:** En réponse aux critiques publiques émises à l'encontre du GIEC en raison d'inexactitudes figurant dans le RE4, et à la réaction du Groupe à ces critiques, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, et le président du GIEC, Rajendra Pachauri, ont demandé au Conseil interacadémique (CIA) de procéder à un examen indépendant des processus et procédures du GIEC, et de présenter des recommandations pour renforcer le GIEC et assurer la qualité de ses rapports. Le CIA a présenté ses résultats dans un rapport en août 2010. L'examen du CIA a formulé des recommandations concernant, entre autres: la

structure de gestion du GIEC; une stratégie de communication, y compris un plan de réponse aux crises; la transparence, y compris les critères de sélection des participants, et le type de données scientifiques et techniques à évaluer; et la cohérence dans la manière dont les groupes de travail définissent l'incertitude.

**GIEC-32:** La GIEC-32 s'est tenue du 11 au 14 octobre 2010 à Busan, en République de Corée, et a examiné les recommandations de l'Examen mené par le CIA. Le Groupe a adopté un certain nombre de décisions à cet égard, portant notamment sur le traitement de la documentation grise et de l'incertitude, et sur un processus pour le traitement des erreurs figurant dans les rapports précédents. Pour donner suite aux recommandations nécessitant un examen plus approfondi, le Groupe a établi des groupes de travail sur les processus et procédures, la communication, la politique applicable aux conflits d'intérêts (CI) et la gouvernance et la gestion. Le Groupe a également accepté un plan révisé pour le RSY du RE5.

**SRREN:** La onzième session du GTIII a eu lieu du 5 au 8 mai 2011 à Abou Dhabi, aux Émirats arabes unis, et a approuvé le Rapport spécial sur les sources d'énergie renouvelables et les mesures d'atténuation du changement climatique (SRREN) et son RID. Les discussions y ont porté, entre autres, sur les chapitres traitant du développement durable, de la biomasse et des politiques à mettre en place. Les principales conclusions du SRREN comprennent le constat que le potentiel technique des énergies renouvelables est de loin supérieur aux projections de la demande énergétique future, et que les énergies renouvelables jouent un rôle crucial dans tous les scénarios d'atténuation.

**GIEC-33:** Organisée du 10 au 13 mai 2011 à Abou Dhabi, aux Émirats arabes unis, cette session a porté principalement sur les mesures de suivi de l'examen des processus et procédures du GIEC effectué par le CIA. Le Groupe a décidé de créer un comité exécutif, a adopté une politique régissant les CI, et a apporté plusieurs changements aux procédures encadrant l'élaboration des rapports du GIEC. Le Groupe a également approuvé les mesures prises par le GTIII concernant le SRREN et son RID, et a examiné les progrès accomplis dans l'élaboration du RE5.

**SREX:** La première session conjointe des GT I et II du GIEC, qui a eu lieu du 14 au 17 novembre 2011 à Kampala, en Ouganda, a accepté le Rapport spécial sur la gestion des risques d'événements extrêmes et de catastrophes en vue d'une meilleure adaptation aux changements climatiques (SREX) et approuvé son RID. Le SREX portait sur l'interaction des facteurs climatiques, environnementaux et humains à l'origine des effets néfastes des phénomènes climatiques extrêmes et des catastrophes, les options offertes en matière de gestion des risques posés par les impacts et par les catastrophes, et sur le rôle important des facteurs non climatiques dans la détermination des impacts.

**GIEC-34:** Tenue les 18 et 19 novembre 2011 à Kampala, en Ouganda, cette réunion s'est penchée sur les mesures de suivi de l'examen des processus et procédures du GIEC effectué par le CIA, notamment, pour ce qui est des procédures, de la politique applicable aux CI, et de la stratégie de communication. Le Groupe a adopté les procédures révisées régissant l'élaboration, l'examen, l'acceptation, l'adoption, l'approbation et la publication des rapports du GIEC, ainsi que les procédures de mise en œuvre et le formulaire de divulgation pour la politique applicable aux CI. Le Groupe a également accepté officiellement le RID du SREX qui avait été approuvé par les GT I et II à leur réunion conjointe tenue avant la GIEC-34.

**GIEC-35:** Cette session a eu lieu du 6 au 9 juin 2012 à Genève, en Suisse. La réunion a achevé l'examen par le Groupe des recommandations issues de l'examen effectué par le CIA, et a approuvé les fonctions du Secrétariat du GIEC et des UAT, ainsi que la stratégie de communication. Les délégués ont également approuvé les révisions des procédures pour les rapports du GIEC et les modalités pour l'élection du Bureau du GIEC et du Bureau de tout groupe de travail.

**GIEC-36:** Lors de sa réunion tenue du 23 au 26 septembre 2013 à Stockholm, en Suède, le GTI a finalisé sa contribution au RE5 intitulé « Changements climatiques 2013: les bases de la science physique ». Le Groupe s'est ensuite réuni pour approuver le RID du GTI et a accepté le rapport sous-jacent, y compris le Résumé technique et les annexes.

### RAPPORT DE LA GIEC-37

Rajendra Pachauri, le président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a ouvert la session lundi matin en soulignant la nécessité d'examiner les changements climatiques dans un contexte plus large incluant ses impacts sur les générations futures et sur la planète, et en insistant sur le rôle du GIEC dans la mobilisation des meilleurs talents scientifiques au monde et la sensibilisation du public aux questions des changements climatiques. Il a souligné que le travail du GIEC est devenu plus pertinent, plus solide et plus fiable que jamais pour les décideurs.

David Usupashvili, le président du Parlement géorgien, a accueilli les participants au nom du Gouvernement de la Géorgie. Il a souligné l'importance du travail effectué par le GIEC, en particulier, la communication des travaux des scientifiques et leur diffusion auprès des décideurs du monde entier, ce qui a permis d'accroître la sensibilisation et de rappeler à tous notre responsabilité commune.

Souhaitant aux participants la bienvenue à Batumi, la ministre de l'environnement et de la protection des ressources naturelles de la Géorgie, Khatuna Gogaladze, a salué le travail du GIEC et souligné l'importance des informations et des études solides pour relever les défis sociaux et économiques auxquels sont confrontés de nombreux pays à travers le monde. Elle a déclaré que la seule façon de résoudre les problèmes mondiaux du changement climatique consiste pour tous les pays, y compris les petits pays et les pays moins avancés, à unir leurs efforts. Elle a assuré les participants de la contribution et de la collaboration de son pays.

Le Chef de Gouvernement de la République autonome d'Adjarie, Archil Khabadze, a parlé des vulnérabilités de la région d'Adjarie aux changements climatiques et a expliqué les efforts entrepris par la région dans les domaines de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation, ainsi que ses problèmes de financement.

Le président Pachauri a présenté l'ordre du jour et le Groupe l'a adopté (IPCC-XXXVII/Doc.1).

### APPROBATION DU PROJET DE RAPPORT DE LA 36<sup>E</sup> SESSION

Lundi après-midi, Renate Christ, la Secrétaire du GIEC, a présenté le projet de rapport de la GIEC-36 (IPCC-XXXVII/Doc.24). La République de Corée s'est opposée à l'appellation « Mer du Japon » et a préconisé l'utilisation simultanée de « Mer de l'Est » et « Mer du Japon », en précisant qu'il s'agit d'une question d'équité. Christ, la Secrétaire du GIEC a répondu que le projet de rapport a été élaboré conformément à un accord conclu à la GIEC-36, à savoir de présenter la déclaration de la République de Corée en annexe au rapport. Le projet de rapport a été accepté sans autre commentaire.

**ADOPTION ET ACCEPTATION DU « SUPPLÉMENT 2013 AUX LIGNES DIRECTRICES 2006 POUR LES INVENTAIRES DE GES: LES ZONES HUMIDES »**

Lundi matin, Jean-Pascale van Ypersele, le vice-président du GIEC, a invité les coprésidents du Groupe de travail sur les inventaires nationaux (GTIn) de gaz à effet de serre (GES) à présenter les documents pertinents pour ce point de l'ordre du jour (IPCC-XXXVII/Doc.8a, IPCC-XXXVII/Doc.8b et IPCC-XXXVII/Doc.INF.2). Taka Hiraishi, le coprésident du GTIn du GIEC, a présenté les procédures du GIEC concernant les documents à l'étude et a fourni des explications sur le projet révisé intitulé « Supplément 2013 aux lignes directrices 2006 pour les inventaires de GES: les zones humides » (Supplément 2013 sur les zones humides), documents affichés sur le portail du système « PaperSmart ».

Les participants ont examiné le chapitre consacré à la vue d'ensemble du Supplément 2013 sur les zones humides section par section, en passant en revue les modifications apportées depuis le dernier projet. La Finlande a demandé la tenue d'une session avec les auteurs principaux chargés de la coordination (APC) pour examiner sur les questions de fond relatives aux facteurs d'émission en ce qui a trait aux sols forestiers boréaux drainés, au chapitre 2 (sols intérieurs organiques drainés). Les délégués ont convenu de créer un groupe informel ouvert à tous les participants intéressés par cette question.

À propos de l'introduction, les États-Unis ont demandé la confirmation que le contenu de la note de bas de page qui a été effacée, sera intégré dans une autre partie du rapport. La note précise que les sols inondés en permanence tels que les réservoirs, ne sont pas pris en compte dans le Supplément 2013 sur les zones humides. Thelma Krug la coprésidente du GTIn, en a donné la confirmation et les participants ont adopté cette section. La section sur l'historique a été également adoptée avec des changements rédactionnels mineurs.

Les Pays-Bas et les États-Unis ont exprimé des préoccupations au sujet de la grande différence dans les facteurs d'émission entre les différentes plantations en forêt tropicale. En réponse, les APC du chapitre 2 ont fourni des explications sur les différences entre les plantations de palmiers à huile et les plantations d'acacias, en soulignant les différences dans le temps de rotation, la gestion des éléments nutritifs et la variation biophysique plus importante dans les plantations de palmiers à huile. Ces discussions se sont poursuivies dans un groupe restreint. La coprésidente Krug a rapporté plus tard à la plénière que les préoccupations, principalement liées à des problèmes d'inventaire, ont été clarifiées et qu'aucun changement n'a été jugé nécessaire.

S'agissant de la section relative à la couverture des suppléments sur les zones humides, les APC du chapitre 3 ont précisé, en réponse à une question de la Russie, qu'étant donné les nombreux objectifs de la ré-humidification des sols, et l'absence de publication sur chacun des objectifs, les facteurs d'émission couvrent tous les objectifs pour lesquels une zone humide peut être ré-humidifiée.

La coprésidente Krug a présenté la section sur les terres gérées et les émissions anthropiques, ainsi que les révisions y afférentes. La section a été adoptée avec des changements mineurs. Les participants ont adopté le reste du chapitre sur la vue d'ensemble sans changement.

Le président du GIEC, Pachauri, a ensuite donné la parole aux participants pour des commentaires sur le reste du rapport.

L'Allemagne a demandé des explications concernant les incohérences relevées dans certains facteurs d'émission utilisés dans les précédentes versions du projet de rapport. Les APC du chapitre 2 ont précisé que dans certains cas, les changements

sont liés aux changements d'unité aux fins d'harmonisation et que dans un cas, à savoir l'extraction de la tourbe, ils sont dus à la suppression de deux études qui avaient été placées dans cette section par erreur.

La Chine et l'Allemagne ont exprimé des préoccupations concernant certains aspects de la méthodologie pour l'évaluation et la communication des données sur les zones humides mises en valeur pour l'épuration des eaux usées (chapitre 6). La Chine a déclaré que ces méthodes devraient être élaborées davantage et intégrées dans les annexes. Le débat s'est poursuivi au sein d'un groupe restreint sur le chapitre 6. Mardi, lors d'un compte rendu au Groupe, la coprésidente du GTIn, Krug, a déclaré que ces préoccupations ont été résolues par la décision de s'appuyer sur l'avis des experts lorsqu'il s'agit de décider si une catégorie est, ou non, une « catégorie-clé », et si elle nécessite l'application de l'approche méthodologique incluse dans le Supplément 2013 sur les zones humides.

La coprésidente Krug a également fait rapport sur les questions relatives au chapitre 4 (zones côtières humides) et a déclaré que les préoccupations soulevées par la Chine concernant les étangs de pisciculture ont été résolues en incluant une explication sur la manière d'obtenir les facteurs d'émission, et en assurant la cohérence avec le traitement des animaux dans la section sur l'agriculture.

Mardi, les participants ont poursuivi l'examen du Supplément sur les zones humides. La coprésidente du GTIn, Krug, a fait rapport sur les discussions menées au sein des groupes restreints lundi. À propos du chapitre 2 (sols intérieurs organiques drainés), elle a déclaré que les discussions ont porté sur les facteurs d'émission liés aux zones climatiques boréales et tempérées, et que la solution convenue apporte un éclairage sur les facteurs d'émission des zones boréales et tempérées, et sur un autre facteur d'émission qui tient compte d'éléments développés uniquement dans les forêts.

De nombreuses Parties, dont l'Allemagne, la Finlande, les États-Unis, la Chine, la Norvège et le Mali, ont exprimé leur satisfaction concernant le dévouement au travail et l'esprit constructif des groupes de travail restreints dans la recherche de solutions, et ont déclaré que les modifications améliorent l'applicabilité du Supplément. Le Groupe a accepté le Supplément 2013 sur les zones humides sans autre modification. Hiraishi, le coprésident du GTIn, a expliqué les prochaines étapes et informé les participants que la version pré-éditée du Supplément sera publiée sur internet d'ici le 2 novembre 2013, et que la version officielle sera diffusée en février 2014.

**ADOPTION ET ACCEPTATION DES « MÉTHODES COMPLÉMENTAIRES ET GUIDE DES BONNES PRATIQUES 2013 RÉVISÉS DÉCOULANT DU PROTOCOLE DE KYOTO »**

Jeudi matin, Hiraishi, le coprésident du GTIn a présenté ce point (IPCC-XXXVII/Doc.9b/Rev.1 et IPCC-XXXVII/Doc.INF.3/Rev.1).

La coprésidente du GTIn, Krug, a examiné section par section les modifications apportées au chapitre portant sur la vue d'ensemble du projet de Méthodes complémentaires et guide des bonnes pratiques 2013 révisés découlant du Protocole de Kyoto (PK) sur l'utilisation des terres, les changements d'affectation des terres et la foresterie (Supplément PK sur l'UTCATF). Elle a souligné que la plupart des changements proposés visent à simplifier ou à mettre à jour les versions précédentes, afin de rendre le texte aussi précis et aussi cohérent que possible, sans en perdre les aspects de fond. Elle a ajouté que ces changements comprennent la suppression des notes de bas de page faisant double-emploi et l'élimination des acronymes.

La Chine a demandé des éclaircissements sur la relation entre le Supplément PK sur l'UTCATF de 2013 et les Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de GES, concernant le traitement des terres gérées. La coprésidente Krug a expliqué la distinction entre les rapports au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la comptabilisation dans le cadre du PK. Elle a indiqué que le Supplément suit l'approche basée sur les activités préconisée dans la décision 2/CMP.7 du PK (UTCATF) qui, entre autres choses, comprend les dispositions sur les perturbations naturelles qui permettent d'éliminer de la comptabilisation les émissions non anthropiques dont la prise en compte pourrait compromettre la conformité des pays à leurs objectifs en vertu du PK.

Le Groupe a examiné le Tableau 1 du chapitre sur la vue d'ensemble qui montre les changements apportés au traitement des activités liées à l'UTCATF au cours de la deuxième période d'engagement du PK, comparativement à la première période d'engagement. À propos de la comptabilisation des produits ligneux récoltés, la Chine a demandé, et le Groupe a accepté, un libellé clair stipulant que, conformément à la décision 2/CMP.7, les produits ligneux récoltés d'importation, quelle que soit leur origine, ne doivent pas être comptabilisés par la Partie importatrice.

Quant à la section du chapitre sur la pertinence des politiques, l'Allemagne, l'Espagne, l'Inde et la Finlande, contrées par le Brésil, se sont opposées à une phrase sur la date de départ pour la définition du reboisement. La phrase stipulait qu'une interprétation différente peut constituer un sujet possible de futures décisions du régime international des changements climatiques. Ces pays soutenaient que cette phrase n'est pas nécessaire et préjuge probablement de la politique de la CCNUCC. Le Groupe a convenu de la supprimer.

En ce qui concerne l'utilisation des données de la télédétection, les États-Unis ont proposé, et le Groupe a accepté, d'inclure dans une note de bas de page, au chapitre 2 du rapport global (Méthodes d'évaluation, mesure, suivi et communication des données relatives aux activités liées à l'UTCATF en vertu des articles 3.3 et 3.4), une référence au travail du Groupe intergouvernemental sur l'observation de la Terre (GEO) avec les agences spatiales, dont le but est d'acquérir et de mettre gratuitement à disposition des données pertinentes et des produits connexes provenant des plates-formes de télédétection et des plates-formes *in situ* de différents pays, y compris les pays visés par ce Supplément et, dans une plus large mesure, tous les pays qui communiquent des données au titre de la CCNUCC, par exemple.

Le Groupe a ensuite accepté le rapport dans son ensemble. Le président du GIEC, Pachauri, a félicité tous ceux qui ont contribué à la production du Supplément PK sur l'UTCATF de 2013, et a déclaré qu'il s'agit d'une preuve de la force du GIEC et des acteurs scientifiques et politiques lorsqu'ils travaillent ensemble.

### AVENIR DU GIEC

Ce point de l'ordre du jour a été examiné en plénière mardi et jeudi, et par un groupe restreint qui s'est réuni tout au long de la semaine.

Mardi matin, Christ, la Secrétaire du GIEC, a présenté ce point de l'ordre du jour (IPCC-XXXVII/Doc.19 et IPCC-XXXVII/INF.1). Elle a expliqué les options et les considérations possibles à prendre en compte conformément aux commentaires des pays, notamment: l'utilisation des évaluations exhaustives, les questions régionales, le calendrier, la structure, les méthodes

des groupes de travail (GT), la taille et la composition des bureaux, la participation des experts des pays en développement et le rôle du GTIn.

De nombreux pays ont appuyé la poursuite des travaux sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation, et recommandé la mise en place d'un programme coordonné de recherche sur la vulnérabilité et l'adaptation. La Finlande a mis l'accent sur l'importance du GIEC pour les petits pays et les pays en développement et souligné la nécessité aussi bien de la continuité que de changements réguliers dans la composition du Bureau. Le représentant a également parlé de la nécessité de structurer le calendrier des rapports afin de permettre au GIEC d'attirer les meilleurs scientifiques. Le Mali a expressément demandé l'identification des lacunes, et souligné la nécessité d'une équipe spéciale chargée d'examiner la question de la disponibilité et de l'insuffisance des données, de leur analyse et de leur traitement, particulièrement en Afrique.

Plusieurs interventions ont demandé la participation de davantage de scientifiques des pays en développement aux travaux du GIEC, y compris par l'augmentation de leur participation dans les unités d'appui technique (UAT). Les participants ont souligné la nécessité d'aborder les aspects régionaux. Le Mexique, appuyé par le Venezuela, a appelé à l'implication des communautés rurales et autochtones et à l'inclusion des connaissances traditionnelles. La représentante a plaidé pour une meilleure coordination avec d'autres organisations internationales afin d'éviter la duplication des efforts dans la production des rapports.

De nombreux participants ont parlé de l'importance des rapports d'évaluation en tant que fondement du travail du GIEC. Citant le texte fondateur du GIEC, le président Pachauri a rappelé que le GIEC est au service d'une communauté plus large que les seuls gouvernements, qui englobe les entreprises et le secteur industriel. La Suède, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande et d'autres ont attiré l'attention sur la nécessité de s'adapter à l'évolution des choses, mais ont souligné l'importance du maintien des processus rigoureux du GIEC.

Les participants ont exprimé la nécessité d'un groupe de travail intergouvernemental chargé d'examiner l'avenir du GIEC. La Nouvelle-Zélande a souligné que, bien que le groupe de travail doive être dirigé par les gouvernements, il faudra prendre en considération les opinions et les compétences de la communauté scientifique. La Norvège a souligné la nécessité de la participation du Bureau. De nombreux participants ont appelé à l'établissement d'un groupe restreint chargé d'élaborer le mandat et le cahier des charges du groupe de travail intergouvernemental. Notant que le GIEC est plus exposé à l'examen du public que jamais auparavant, le Royaume-Uni a attiré l'attention sur les « signes d'une fatigue du GIEC » au sein de la communauté scientifique et a insisté sur le fait que le cahier des charges devra contenir une référence spécifique à la participation de la communauté scientifique. Au cours des discussions, le Canada a souligné l'importance du maintien de la pertinence politique et de l'intégrité scientifique, et a appelé à l'intégration des contributions d'organisations telles que la CCNUCC, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ainsi que des entreprises et d'autres, dans un processus ouvert et transparent au moment de l'examen de l'avenir du GIEC.

Le vice-président du GIEC, Jean-Pascal van Ypersele, a souligné la nécessité de s'assurer: que la qualité du travail du GIEC est maintenue; que son indépendance et son objectivité sont préservées; que le Groupe demeure fondé sur la science;

qu'il maintient sa pertinence politique; qu'il est efficace dans ses travaux; qu'il est inclusif; et qu'il est transparent et devient plus ouvert aux médias.

Le Japon a mis l'accent sur la nécessité d'examiner la structure actuelle du GT et a insisté sur l'importance de promouvoir la coopération et la cohérence entre les GT. Le représentant a en outre appelé à l'amélioration de l'équilibre régional des experts, en particulier dans le rapport de synthèse (RSY). Il a appuyé la poursuite des travaux sur l'orientation méthodologique entrepris par le GTIn, à la lumière notamment d'un accord de la CCNUCC qui devra être conclu en 2015, et a indiqué qu'il continuerait à soutenir les activités du GTIn.

La Belgique a appuyé le maintien du caractère exhaustif des rapports d'évaluation tout en trouvant un équilibre entre la mise à jour régulière des informations et la satisfaction des besoins des utilisateurs. La représentante a également souligné la nécessité d'aborder les scénarios et la coordination, les rôles des UAT, et le mandat des vice-présidents du GIEC.

Les États-Unis ont souligné la nécessité d'intégrer les enseignements tirés et les meilleures pratiques, ainsi que les besoins de la communauté des utilisateurs. Le représentant a insisté sur l'importance des rapports d'évaluation et de leur caractère exhaustif, et a soutenu l'échelonnement des travaux des GT. Il a également souligné l'importance des rapports spéciaux.

L'Indonésie a demandé de se concentrer sur le développement à faible émission de carbone et de chercher des plans économiques à long terme qui sont politiquement pertinents et réalisables. Appuyée par l'Arabie saoudite, l'Indonésie a également souligné qu'il est important pour le GIEC de tirer profit des progrès accomplis dans les discussions internationales sur le développement durable. La Chine a insisté sur la nécessité de garder à l'esprit les besoins de la CCNUCC et des gouvernements, le renforcement de la visibilité du GIEC et de ses produits, et a appelé à la cohérence entre un sixième rapport d'évaluation et le RE4 et le RE5. La représentante a également mis en garde contre des changements importants, en soulignant l'importance des récentes améliorations apportées aux procédures du GIEC.

Tout en reconnaissant la nécessité d'examiner le GIEC, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a mis en garde contre le fait de « jeter le bébé avec l'eau du bain ». La Nouvelle-Zélande a souligné la nécessité d'assurer la représentation de toutes les régions au sein du Bureau et du Comité exécutif, lors d'une révision éventuelle de la structure du GIEC.

La Norvège a mis l'accent sur la nécessité, entre autres: de fournir une mise à jour entre les rapports d'évaluation; de poursuivre l'amélioration de la communication, notamment la sensibilisation dans les pays en développement; d'améliorer la coopération entre les GT; et d'assurer l'efficacité du GIEC au cours des périodes de transition d'un Bureau à l'autre. L'Argentine a souligné l'importance de prendre des mesures d'incitation pour les APC afin de garantir leur implication continue dans les GT et a déclaré qu'il faudrait améliorer la disponibilité des rapports spéciaux.

Soulignant l'importance de soutenir les travaux sur l'adaptation, le Nicaragua a mis l'accent sur la nécessité de données plus représentatives sur chaque région, d'une attention plus grande aux problèmes de pertes et dommages, de plus d'experts régionaux et d'une amélioration des capacités des pays en développement pour le traitement des données. Le représentant a recommandé l'utilisation de plates-formes de traitement de données. Les Maldives, rejointes par le Pérou, ont souligné la nécessité de faire une synthèse des commentaires des pays sur l'avenir du GIEC. La Tanzanie a plaidé pour des efforts

visant à améliorer la participation des scientifiques africains et a souligné le besoin de communication et de sensibilisation. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a exprimé son intérêt à participer aux délibérations du groupe de travail sur l'avenir du GIEC.

La France a souligné la nécessité de prendre en compte la manière dont les produits du GIEC seront utilisés, a suggéré que la fréquence des évaluations exhaustives ne soit pas modifiée, et a ajouté que les ressources financières doivent être prises en considération lors de la planification des futurs cycles d'évaluation. Le représentant a également appelé à une collaboration plus étroite entre le GIEC et d'autres organisations internationales et le secteur privé. Madagascar a demandé instamment l'élaboration d'une procédure pour consulter les utilisateurs des rapports du GIEC et obtenir leurs commentaires, a suggéré une intensification de la sensibilisation, et demandé une formation accrue des scientifiques africains afin de permettre une utilisation plus importante des données régionales dans les rapports d'évaluation.

À propos d'une procédure et d'un calendrier pour un groupe de travail, l'Allemagne a suggéré la tenue de réunions consécutives après les sessions déjà programmées en 2014, y compris éventuellement lors de la GIEC-39 à Berlin, et une décision à prendre début 2015 pour permettre l'élection du Bureau, six mois plus tard. Le représentant du Danemark a soutenu un intervalle plus long entre les rapports des GT et s'est dit confiant que, tout comme l'Allemagne avec la GIEC-39, le Danemark pourra organiser une réunion consécutive à la GIEC-40 prévue à Copenhague.

L'Afrique du Sud a soulevé des questions concernant la nécessité d'examen indépendants du GIEC, le temps de transition entre les évaluations, la détermination de la portée des évaluations et la participation des pays en développement aux évaluations. Le représentant a mis l'accent sur la nécessité de se concentrer sur l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience du GIEC.

Le Venezuela a invité le GIEC à présenter des résultats au Venezuela et au Pérou en 2014, à temps pour la vingtième réunion de la Conférence des Parties (CdP-20) à la CCNUCC. Les Comores ont demandé instamment d'accorder un soutien aux petits États insulaires en développement (PEID) et autres, afin de leur permettre d'apporter leur contribution au GIEC.

Christopher Field, le coprésident du GTII, a assuré le Groupe qu'en dépit de ce qu'on a appelé « la fatigue des auteurs », le GIEC ne cesse d'attirer les auteurs les plus compétents. À cet égard, il a souligné six points essentiels: le privilège qui vient avec le fait d'être auteur dépend de la rigueur du GIEC; l'intégration des scientifiques des pays en développement non représentés auparavant serait une incitation de plus pour attirer les auteurs dans l'équipe; les auteurs peuvent être de bons ambassadeurs du GIEC dans le domaine de la sensibilisation; l'importance de permettre aux auteurs de se concentrer sur les résultats scientifiques de haut niveau et de les aider dans les aspects routiniers de la rédaction; l'importance de la facilitation de l'accès à un vaste éventail de publications; et la reconnaissance en tant qu'auteurs du GIEC et pas seulement comme auteurs d'un GT.

Le coprésident du GTI, Qin Dahe, a déclaré qu'il faudrait mobiliser davantage les auteurs principaux et les APC pour la sensibilisation, et a suggéré de trouver des paramètres pour la participation des scientifiques des pays en développement et des pays à économie en transition, ainsi que des moyens pour permettre la participation des scientifiques des petits pays dans le GTI notamment, dans le cadre des efforts de renforcement des capacités.

Le Brésil s'est félicité du caractère exhaustif des rapports d'évaluation, mais a proposé la révision de l'intervalle entre les travaux des GT. L'Espagne a suggéré de maximiser les opportunités de réunions par moyens électroniques du Groupe de travail sur l'avenir du GIEC.

Youba Sokona, le coprésident du GTIII, a souligné la nécessité d'une participation plus grande des pays en développement et des pays africains, de manière à accroître l'impact et l'utilité des rapports du GIEC pour tous les pays. Il a suggéré une meilleure implication des universités africaines dans les travaux du GIEC, et un accès plus grand des Africains aux publications scientifiques. La Sierra Leone a également plaidé pour une amélioration de la participation des pays africains par le biais de la diversification, du renforcement des relations et de l'aide. L'Équateur a demandé un soutien pour l'analyse des méthodologies par secteur et pour des analyses des coûts de la non-adaptation. Les Bahamas ont plaidé pour l'amélioration des réseaux d'observation dans les pays en développement afin de réduire l'insuffisance des données.

Le coprésident du GTIII, Ramon Pichs-Madruga, a recommandé d'accorder une attention plus grande à l'adaptation, à l'atténuation et au développement durable.

Le Groupe a convenu d'établir un groupe de travail sur l'avenir du GIEC. Pachauri, le président du GIEC, a suggéré que le GIEC mette en place un groupe restreint à composition non limitée, coprésidé par la Nouvelle-Zélande et l'Arabie saoudite, pour élaborer le mandat et faire rapport à la plénière. Mercredi après-midi, les coprésidents du groupe restreint à composition non limitée ont présenté la proposition du groupe à la plénière. Les participants ont examiné la composition du groupe de travail, débattu de l'opportunité d'identifier un noyau de membres de manière à assurer l'équilibre régional et pour des raisons pratiques d'organisation, tout en reconnaissant le caractère ouvert à tous du groupe.

Christ, la Secrétaire, a indiqué que le PNUE et l'OMM seront invités à participer en tant qu'organisations parentes. L'Union européenne (UE), soutenue par la Belgique, a demandé l'ajout d'une note de bas de page pour assurer la représentation de l'UE en tant qu'organisation observatrice bénéficiant d'un statut d'observateur spécial. L'Allemagne a demandé d'ajouter également les représentants du Comité exécutif et des UAT à la liste des participants. Il a été demandé à ceux qui souhaitent devenir membres actifs du groupe de travail de lever la main. Presque tous les pays ont exprimé leur intérêt à être parmi les principaux membres du groupe de travail.

Les participants ont également abordé le fonctionnement du groupe de travail et ont convenu: qu'il se réunira en conjonction avec les sessions plénières et pendant la période intersessions; que les réunions se tiendront par des moyens électroniques, si possible; et que le groupe fera rapport aux 39<sup>e</sup>, 40<sup>e</sup> et 41<sup>e</sup> sessions du GIEC.

Les discussions se sont poursuivies jeudi. Un projet de mandat approuvé par le groupe de rédaction a été présenté au Groupe qui l'a adopté avec des changements mineurs. Le Groupe a également convenu que le Secrétariat: produira une synthèse des contributions des gouvernements; résumera les discussions de la GIEC-37; et demandera aux gouvernements de présenter de nouvelles contributions sur la base du mandat.

**Résultat final:** Le mandat approuvé présente l'historique du groupe de travail, ses objectifs, ses contributions, ses réalisations, sa composition et ses activités. Les objectifs du groupe sont d'aider le GIEC à poursuivre l'amélioration de son fonctionnement et de ses produits, en développant des options et des recommandations sur: les futurs produits du GIEC, la structure et le *modus operandi* pour la production des produits

du GIEC, et les moyens pour assurer le renforcement de la participation et des contributions des pays en développement aux futurs travaux du GIEC.

Le groupe de travail sera ouvert à tous et comprendra 42 pays et l'UE, tel qu'indiqué dans une annexe au mandat. Il sera présidé par l'Arabie saoudite et la Nouvelle-Zélande. Le fonctionnement du groupe s'appuiera sur des contributions provenant de sources multiples, notamment les contributions reçues de personnes impliquées dans l'élaboration des rapports pendant le cycle du RE5, des membres du GIEC, des organisations observatrices et des parties prenantes du GIEC, et des scientifiques impliqués dans le processus du GIEC, ainsi que les opinions exprimées lors de la GIEC-37. Le groupe de travail se réunira en conjonction avec les sessions du GIEC et rendra compte des progrès accomplis à la GIEC-39 et à la GIEC-40. Il présentera ses recommandations à la GIEC-41.

### **STRATÉGIE DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION**

La stratégie de communication et de sensibilisation du GIEC a été examinée lundi après-midi. Jonathan Lynn, du Secrétariat du GIEC, a présenté les documents relatifs à ce point de l'ordre du jour (IPCC-XXXVII/Doc.13, IPCC-XXXVII/Doc.14 et IPCC-XXXVII/Doc.15), ainsi que des mises à jour sur les plans de communication et de sensibilisation pour le RE5.

À propos de la communication aux médias, lors de la GIEC-36, d'un exemplaire sous embargo du RID du GTI deux heures avant sa parution officielle, Lynn a déclaré que cette initiative a permis une communication bien documentée, en temps opportun et exacte. Il a proposé, et plusieurs participants ont approuvé, l'extension de la période d'embargo à 24 heures pour les rapports des GTII et GTIII.

Rappelant le soutien apporté à la GIEC-36 par, entre autres, le personnel en détachement auprès du Secrétariat, les bénévoles locaux et l'OMM, Lynn a souligné la nécessité d'améliorer davantage la disponibilité des ressources pendant les périodes de pointe. Il a déclaré que l'on pourrait faire plus dans le domaine de la diffusion télévisuelle, a noté la collaboration active du Secrétariat avec les grands médias et a souligné son travail sur une série de vidéos du GIEC. De nombreux participants ont félicité le Secrétariat pour le travail accompli et ont fourni des informations sur les activités de communication et de sensibilisation passées ou envisagées dans leur pays.

Le Japon a mis en exergue la nécessité de messages clairs qui présentent les changements d'un rapport d'évaluation à l'autre. Mettant en garde contre l'existence d'incohérences entre le RID du GTI et le rapport sous-jacent du GTI, la Chine a souligné que le rapport sous-jacent affiché sur le site internet du GIEC ne reflète pas les révisions apportées au RID du GTI lors de la GIEC-36. Le représentant a demandé au Secrétariat de rendre l'avertissement en ligne dont il est question plus visible pour les lecteurs.

Le Mexique a déclaré que les impacts des efforts de sensibilisation et de communication du GIEC peuvent être évalués en comptant le nombre de téléchargements en ligne des matériels du GIEC, et a appelé à la formation des APC sur la communication avec les médias. L'Espagne a soulevé des questions concernant la traduction des matériels de communication dans les langues de travail des Nations Unies. Soulignant l'importance de la communication et de la sensibilisation, le Mali a appelé à un renforcement des activités de sensibilisation dans les pays en développement, particulièrement en Afrique. La Belgique a demandé au Secrétariat de fournir des diapositives sur les principaux

résultats, en temps opportun et dans des formats appropriés, afin de permettre la traduction des graphiques et des tableaux dans différentes langues.

### **MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE DU GIEC APPLICABLE AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS**

Mercredi, le président du GIEC, Pachauri, a présenté ce point de l'ordre du jour (IPCC-XXXVII/Doc.4). Le vice-président du GIEC, Hoesung Lee, a expliqué les récents travaux du Comité du GIEC chargé des conflits d'intérêts et a indiqué que tous les membres du Bureau ont soumis les formulaires de déclaration de conflits d'intérêts et les mises à jour annuelles, et qu'aucun conflit d'intérêts n'a été signalé. Il a mis en relief les principaux aspects de la politique applicable aux conflits d'intérêts, notamment les dispositions relatives à la procédure de mise en œuvre, et a attiré l'attention sur la création d'un groupe consultatif d'experts. La Belgique a déclaré que le Comité devra faire appel au PNUE et à l'OMM pour se doter de conseillers juridiques, et s'est dite préoccupée par le fait que l'OMM n'a pas encore nommé son conseiller juridique. L'OMM a répondu que le processus de nomination a été lancé et que des informations supplémentaires seront fournies au Secrétariat du GIEC au fur et à mesure que le processus suit son cours.

### **RÉDUCTION DE L'EMPREINTE CARBONE DES ACTIVITÉS DU GIEC**

Les participants ont abordé cette question lundi après-midi. Christ, la Secrétaire du GIEC, a présenté ce point de l'ordre du jour (IPCC-XXXVII/Doc.10), a fait savoir que le Secrétariat a étudié la réduction des empreintes carbone et environnementales du GIEC, et examiné le choix des lieux des réunions et les distances à parcourir. Elle a souligné que ces considérations doivent être en équilibre avec d'autres besoins, notamment la promotion de la sensibilisation et la sensibilisation même. Elle a évoqué la possibilité de compensation des émissions de carbone et a souligné la réussite du GIEC dans l'utilisation de documents électroniques lors des récentes réunions.

La Nouvelle-Zélande a mis l'accent sur la nécessité de tenir les réunions à des endroits différents à travers le monde et a déclaré que les membres du Bureau devraient avoir leur mot à dire sur les lieux où se tiennent les réunions. La Norvège a insisté sur l'importance de choisir des « hôtels verts » et a suggéré que des informations à caractère écologique sur les hôtels devront être fournies aux participants avant les réunions. L'Australie et l'Arabie saoudite ont appelé à une approche équilibrée pour le choix des lieux. Le Royaume-Uni a souligné qu'il faudrait encourager les communications par des moyens électroniques et que l'utilisation de la compensation des émissions de carbone doit être effective. Le Brésil a recommandé que le GIEC et d'autres compensent les émissions en achetant des crédits dans le cadre du Mécanisme pour un développement propre de la CCNUCC. Le Canada a souligné l'avantage de tenir des réunions non plénières par des moyens électroniques, ainsi que l'importance d'évaluer l'impact des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités. L'Allemagne a déclaré que des informations sur les coûts de la compensation sont nécessaires, et l'Inde a souligné que la compensation doit être en équilibre avec d'autres priorités. La Norvège a demandé instamment l'application du principe de pollueur-payeur, et a souligné que le GIEC ne devrait pas payer pour compenser le carbone émis par les pays développés participants. Pachauri, le président du GIEC, a déclaré que le Secrétariat se penchera sur ces questions et fournira les données et les options en temps voulu.

### **PROGRAMME ET BUDGET DU GIEC**

Lundi, Christ, la Secrétaire du GIEC, a présenté ce point de l'ordre du jour ainsi que des documents portant notamment sur: l'état des recettes et des dépenses; le budget pour les exercices 2014, 2015 et 2016 (IPCC-XXXVII/Doc.2, Corr.1 et IPCC-XXXVII/Doc.2, Corr.1 Add.1); les questions liées aux déplacements des participants et les dispositions pour les réunions (IPCC-XXXVII/Doc.7); et les services de communication pour les réunions du GIEC (IPCC-XXXVII/Doc.26). L'Équipe spéciale chargée des finances a repris le débat dans un sous-groupe de discussion, et a tenu cinq réunions au cours de la session, coprésidées par Nicolas Bériot (France) et Ismail El Gizouli (Soudan).

Jeudi après-midi, le coprésident Bériot a fait rapport sur les travaux du groupe, en notant, entre autres, que des changements devront être apportés au budget de manière à intégrer les réunions du Groupe de travail sur l'avenir du GIEC et les activités de sensibilisation du RE5. Il a également fait savoir que l'équipe a examiné les résultats d'une étude lancée par le Secrétariat et l'OMM visant à évaluer les dispositions relatives aux déplacements, et a constaté qu'un effort important a été entrepris par le Secrétariat pour améliorer la situation, ajoutant que cette démarche doit être poursuivie. Il a adressé la gratitude de l'Équipe spéciale chargée des finances aux gouvernements, à l'OMM et au PNUE pour leurs contributions, et a présenté les recommandations de l'Équipe spéciale chargée des finances au Groupe, recommandations qui entre autres:

- demandent au Secrétariat de contacter les points focaux du GIEC pour les inviter à envisager la fourniture du financement des activités de sensibilisation après le lancement d'un rapport;
- encouragent les gouvernements qui sont en position de le faire, à imiter la Norvège en apportant un soutien aux activités de sensibilisation pour le SREX;
- prennent note que les pressions sur le budget augmenteront tout au long du cycle du RE5 et demandent aux pays de maintenir ou d'accroître leurs contributions;
- prennent note du coût normalisé révisé d'un déplacement qui varie entre 4 500 et 4 000 francs suisses; et
- accordent une subvention de 50 000 francs suisses pour les frais de déplacement des auteurs du *Bulletin de Négociations de la Terre* qui assureront la couverture des réunions des GTII et GTIII et des sessions d'approbation du RSY du RE5 en 2014.

Le Groupe a adopté les recommandations.

### **PROGRÈS ACCOMPLIS DANS L'ÉLABORATION DU CINQUIÈME RAPPORT D'ÉVALUATION**

**Rapport d'étape du GTI:** Mercredi, le coprésident du GTI, Thomas Stocker, a présenté les progrès accomplis dans l'élaboration de la contribution du GTI au RE5 (IPCC-XXXVII/Doc.23), en mettant en relief les activités menées depuis la réunion du GTI tenue à Stockholm, telles que la collaboration avec le Secrétariat de la CCNUCC sur les stratégies de communication et la mise en œuvre, la création d'un site Internet dédié au GTI, et les présentations du rapport du GTI lors de diverses réunions de scientifiques, d'intervenants et de politiques. De nombreux pays ont exprimé leur gratitude aux coprésidents du GTI et ont félicité les auteurs principaux, le Secrétariat, le président du GIEC, les UAT et les scientifiques pour leur contribution au rapport.

**Rapport d'étape du GTII:** Mercredi, le coprésident du GTII, Vicente Barros, a présenté les aspects pertinents du rapport d'étape du GTII (IPCC-XXXVII/Doc.6) et a indiqué notamment que le groupe a achevé la deuxième ébauche et

présente actuellement le projet final aux gouvernements. Le coprésident du GTII, Christopher Field, a attiré l'attention sur le développement d'un site Internet technologiquement plus avancé pour la présentation des rapports, et sur un programme de sensibilisation centré sur les pays en développement. Au cours des discussions qui ont suivi, la République du Congo a souligné l'importance du renforcement des capacités et les Comores ont demandé la participation des PEID à l'élaboration des rapports d'évaluation. Le Venezuela a exprimé son intérêt à accueillir une activité de diffusion du rapport du GTII, après son approbation à Yokohama lors de la GIEC-38, et avant la réunion ministérielle précédant la CdP-20 à la CCNUCC, prévue au Venezuela en 2014.

**Rapport d'étape du GTIII:** Mercredi, le coprésident du GTIII, Ottmar Edenhofer, a présenté un rapport sur les progrès accomplis par le GTIII (IPCC-XXXVII/Doc.21), et a déclaré, entre autres, que la deuxième ébauche du GTIII a reçu plus de 90 000 commentaires provenant de 445 experts et de 24 gouvernements, et que le GTIII est sur le point d'achever le projet final. Il a informé les participants qu'une annexe sur les déchets et la bioénergie a été intégrée dans les chapitres 10 et 11, respectivement, et a ajouté que les auteurs ont estimé que ces sujets sont importants et doivent être traités de manière plus exhaustive et plus ciblée.

Le représentant du Brésil a indiqué la position de son pays demandant la suppression de cette annexe, s'est interrogé sur la nécessité de traiter séparément la bioénergie et a attiré l'attention sur l'absence de progrès significatifs sur ce thème depuis le SRREN de 2011. Il a demandé la possibilité pour les gouvernements de fournir de nouveaux commentaires, au cas où l'annexe serait maintenue, et sinon, que les informations contenues dans cette annexe soient incorporées dans le chapitre pertinent. Le coprésident du GTIII, Edenhofer, a souligné que l'annexe sur la bioénergie permet un traitement plus exhaustif et ciblé de l'un des domaines de la littérature sur l'atténuation des changements climatiques à croissance la plus rapide et où l'on assiste à l'émergence d'une abondance de nouvelles publications depuis l'interruption de la publication de SRREN. Il a ajouté qu'il ne serait pas logiquement possible ou approprié de demander une nouvelle série de commentaires sur l'annexe à ce stade.

Soulignant que l'annexe contient également un paragraphe comprenant les conclusions, la Norvège a mis l'accent sur l'importance de traiter les questions de fond dans les chapitres principaux, et non dans une annexe, et a demandé de veiller au respect de toutes les procédures lors de l'examen de cette annexe par les gouvernements. Le coprésident du GTIII, Edenhofer, a en outre expliqué que l'annexe sur la bioénergie est le résultat d'un accord inter-chapitre, étant donné que la question de la bioénergie s'applique à tous les différents chapitres et constitue par conséquent une question à caractère transversal. Il a ajouté que les auteurs ont éprouvé le besoin d'un espace spécialement réservé, dans lequel une discussion intégrée sur ces différents aspects peut être insérée, afin de rendre justice à ce sujet.

Rappelant l'importance de la question de la gestion des déchets pour les pays en développement qui connaissent une urbanisation rapide, le Pérou a appuyé la proposition du Brésil de mener un examen spécial de l'annexe visée.

Le président du GIEC, Pachauri, a souligné l'importance de ce sujet, étant donné qu'il fait référence à des émissions négatives sur lesquelles il existe une littérature abondante et qui, selon lui, constituent une partie importante des émissions que le monde s'attend à ce que GIEC examine. Il a rappelé que les auteurs, soucieux de l'équilibre général du rapport, ont suggéré que cette question fasse partie de l'annexe, puisqu'il ne s'agit que d'un ensemble de technologies, mais ont néanmoins convenu que

les questions pertinentes pour la politique soient traitées dans le chapitre même. Le Groupe a convenu qu'aucune conclusion importante ne paraîtra uniquement dans une annexe, mais que chacune sera également incluse dans le chapitre pertinent.

**Rapport d'étape sur le RSY:** Mercredi, le président du GIEC, Pachauri, a présenté le rapport d'étape sur le RSY (IPCC-XXXVII/Doc.22, Corr.1). Informant le Groupe des derniers changements apportés au projet de RSY, il a souligné l'insertion d'espaces réservés aux questions transversales, l'élimination des textes faisant double emploi et l'inclusion d'un texte sur les paramètres de GES. L'Allemagne a demandé pourquoi des paramètres et des espaces ont été ajoutés, tandis que la Suède a demandé comment a été déterminé le choix des sujets à insérer dans ces espaces. Le président du GIEC, Pachauri, et le chef de l'UAT du RSY, Leo Meyer, ont expliqué que les espaces ont été choisis par les auteurs pour le traitement des questions transversales, afin de permettre une bonne compréhension des questions intéressant l'ensemble du RSY. Le Canada a suggéré l'inclusion d'espaces pour le traitement des dernières tendances de la température et, avec l'Allemagne, a préconisé un réexamen de la géo-ingénierie. La Russie a souligné que le RSY doit être fondé sur les conclusions des rapports des trois GT.

#### **RAPPORTS D'ÉTAPE**

**Rapport d'étape sur le GTIn:** Mercredi, Taka Hiraishi, le coprésident du GTIn, a présenté un rapport d'étape sur les activités du GTIn (IPCC-XXXVII/Doc.20), notamment: l'adoption le lundi, du chapitre portant sur la vue d'ensemble du Supplément 2013 sur les zones humides, et l'acceptation de l'ensemble du rapport le mardi; l'élaboration du Supplément PK sur l'UTCATF de 2013; les travaux sur la base de données relatives aux facteurs d'émission; les améliorations apportées au logiciel du GIEC sur l'établissement des inventaires de GES lancé lors de la réunion d'experts du GIEC tenue à Bali, en Indonésie, en décembre 2012; la poursuite des travaux sur la télédétection et sur les émissions fugitives grâce à des réunions d'experts; et une proposition, incluse dans le budget de l'exercice 2014, de procéder à une analyse des méthodologies actuelles du GIEC en prévision d'une future demande probable de la CCNUCC au GIEC de développer de nouvelles orientations sur un nouveau protocole ou un autre instrument juridiquement contraignant qui devra être adopté en 2015.

**Rapport d'étape du Groupe de travail sur les données et les scénarios en appui aux études d'impact climatique (TGICA):** Jeudi, Timothy Carter, coprésident du TGICA, a présenté le TGICA et a fait un compte rendu de ses activités (IPCC-XXXVII/Doc.12), en mettant l'accent sur les progrès accomplis depuis la TGICA-17 tenue en février 2012. Les activités comprennent: l'élaboration des directives techniques et des fiches descriptives; les activités de renforcement des capacités, comme par exemple une réunion d'experts prévue en 2014; et la collaboration avec le Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC) de l'OMM. Il a également informé les participants que le mandat des coprésidents du TGICA sera prorogé jusqu'à la fin du cycle du GIEC en 2015. Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont abordé des questions telles que: le rôle du TGICA dans la fourniture d'informations contextuelles au groupe de travail chargé de l'examen des futurs travaux du GIEC; la disponibilité de nouveaux scénarios d'émissions; la nécessité d'accroître la disponibilité des données; l'importance et la nécessité d'une collaboration plus grande avec le CMSC, et la nécessité d'accroître le niveau de financement du TGICA.

**Rapport d'étape sur le Programme de bourses du GIEC:** Mercredi, Christ, la Secrétaire du GIEC, a présenté un rapport d'étape sur le Programme de bourses du GIEC (IPCC-XXXVII/

Doc.11). Elle a donné un aperçu de la situation financière du Programme, et a expliqué que le financement de base provient du Prix Nobel de la paix du GIEC et d'un partenariat avec la Fondation Prince Albert II de Monaco et la Fondation Cuomo. Elle a indiqué que 13 étudiants originaires de différents pays en développement ont obtenu une bourse en 2013, et qu'en raison du nombre important de demandes, les critères de sélection des candidats sont plus rigoureux, et comprennent notamment l'exigence que les candidats soient âgés de moins de 30 ans. Elle a souligné l'opportunité d'élargir le programme et de développer un réseau d'anciens étudiants boursiers de ce programme. Elle a également exhorté les participants à faire des suggestions sur de nouvelles sources de financement. La République du Congo a proposé la création d'un centre de recherche en Afrique pour faciliter la formation des jeunes de la région. La Tanzanie et la Sierra Leone ont exprimé la crainte que la limite d'âge à 30 ans ne soit trop contraignante, et ont fait appel à la flexibilité sur ce point. Les Comores ont déclaré qu'il est important d'avoir une répartition régionale juste des bénéficiaires de la bourse.

### **EFFICACITÉ DU COMITÉ EXÉCUTIF DU GIEC**

Mardi, le président du GIEC, Pachauri, a présenté le Comité exécutif et déclaré que cet organe a été une innovation extrêmement productive et efficace. Il a indiqué que le Comité organise des réunions mensuelles de routine dont 90% se tiennent par des moyens électroniques, et que les procès-verbaux sont mis à la disposition des points focaux et sont disponibles pour les archives.

### **ADMISSION DES ORGANISATIONS OBSERVATRICES**

Mardi matin, Christ, la Secrétaire, a présenté ce point de l'ordre du jour (IPCC-XXXVII/Doc.3). Le Groupe a décidé d'accorder le statut d'observateurs: à l'Université de Nijmegen des Pays-Bas; au Réseau Action Climat-International (CAN-I); à la Fondation européenne pour le climat (FEC) et au Groupe Climat. Soulignant la réception de la mise à jour de la demande de statut d'observateur de l'Institut de recherche technologique industrielle (IPCC-XXXVII/Doc.3, Add.1), elle a fait savoir que la demande est toujours en suspens.

### **QUESTIONS RELATIVES À LA CCNUCC ET À D'AUTRES ORGANISMES INTERNATIONAUX**

Mardi, le représentant du Secrétariat de la CCNUCC a présenté un exposé sur la pertinence du rapport du GTI sur le RE5 pour le processus de la CCNUCC, notant que le RE5 représente une avancée importante en matière de politique climatique, en particulier ses sections sur les facteurs, les projections régionales et à court terme, l'élévation du niveau de la mer et le budget du carbone pour le maintien au-dessous de la cible de 2°C. Il a indiqué que les résultats seront présentés lors d'un événement spécial de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) à la CdP-19 à la CCNUCC, et s'est félicité du RE5 qui a fourni les bases pour une réponse politique forte au moment où la CCNUCC fait des progrès dans la réalisation de son objectif d'adopter un accord global sur les changements climatiques à Paris en 2015.

L'OMM a informé le Groupe que le premier Conseil intergouvernemental pour les services climatologiques s'est réuni à Genève, en juillet 2013, et a adopté le plan de mise en œuvre du Cadre mondial pour les services climatologiques.

### **QUESTIONS DE PROCÉDURE**

**Versions électroniques des rapports du GIEC en tant que document d'archive:** Mercredi, Christ, la Secrétaire du GIEC, a présenté ce sous-point de l'ordre du jour (IPCC-XXXVII/Doc.18). Field, le coprésident du GTII, a attiré l'attention sur les nombreux commentaires reçus concernant la poursuite

des travaux avec à la fois des documents électroniques et des documents imprimés. En réponse aux préoccupations de la République du Congo et des Maldives relatives aux difficultés d'accès à Internet dans de nombreux pays et régions en développement, le Secrétariat a donné l'assurance que les rapports imprimés ne seront pas interrompus.

**Possibilité d'organiser des réunions du Bureau par des moyens électroniques:** Mercredi, Christ, la Secrétaire du GIEC, a présenté ce sous-point de l'ordre du jour (IPCC-XXXVII/Doc.5). Elle a énoncé une proposition visant à permettre aux membres du Bureau, dans certaines circonstances, de participer à des réunions par vidéoconférence ou par d'autres moyens électroniques. Au cours des discussions qui ont suivi, de nombreux pays ont appuyé la proposition du Secrétariat. La Chine, soutenue par le Mali et l'Arabie saoudite, a demandé le maintien de la possibilité d'assurer l'interprétation dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies (ONU) lorsque les technologies le permettent. Field, le coprésident du GTII, a appuyé la proposition de la Chine et encouragé les services de conférence à adopter des technologies qui permettent l'interprétation dans toutes les langues officielles de l'ONU, même dans les cas d'une participation à distance. Les Maldives ont salué l'utilisation des moyens électroniques, mais ont mis en garde contre la tenue de réunions entièrement à distance.

Mercredi après-midi, Christ, la Secrétaire, a présenté les changements proposés au paragraphe 14 des Principes régissant les travaux du GIEC afin de permettre aux participants d'assister aux réunions du Bureau à distance en anglais. Elle a encouragé les pays qui organisent ces réunions à faciliter l'utilisation des technologies et des installations appropriées qui permettent une interprétation à distance complète dans toutes les langues de l'ONU. Elle a souligné que les dispositions pour l'interprétation dépendront de l'approbation du Bureau et de la disponibilité des installations techniques. Christ, la Secrétaire, a précisé qu'un participant à distance sera en mesure d'écouter dans toutes les langues de l'ONU, mais ne pourra intervenir qu'en anglais. La Belgique a demandé des précisions sur le moment où l'approbation du Bureau sera requise. L'Australie a suggéré que la décision soit amendée pour stipuler que ces dispositions devront être prises avant le début de la réunion. Le Groupe a adopté un texte qui prévoit que: « ces dispositions seront soumises à l'approbation préalable du Bureau, et dépendront de la disponibilité des installations techniques ».

**Mise en œuvre des décisions du Groupe sur la gouvernance et la gestion:** Mardi, le président du GIEC, Pachauri, a présenté un rapport sur les progrès accomplis, et a informé le Groupe qu'il apporte une contribution aux processus de recrutement, à l'élaboration des plans de recrutement annuels et aux évaluations des performances de la Secrétaire et du Secrétaire adjoint du GIEC.

**Autres questions de procédure:** Mercredi matin, le président du GIEC, Pachauri, a présenté un document sur un projet de publication d'erratum (PCC-XXXVII/Doc.25) concernant le rapport du GTIII sur le RE4. Edenhofer, le coprésident du GTIII, a expliqué que la légende de l'axe x du graphique SPM.11, dans le RSY du RE4, ne correspond pas au contenu du tableau SPM.6 du RSY sur le RE4 et que cette erreur réapparaît par la suite à différents endroits du RE4. Il a résumé les mesures prises dans le cadre du Protocole du GIEC pour le traitement d'éventuelles erreurs observées dans les rapports d'évaluation, rapports de synthèse, rapports spéciaux ou rapports méthodologiques. Il a également présenté des projets de publication d'erratum pour adoption par le Groupe, et dont le but est de préciser que les aérosols ont été pris en compte dans l'évaluation. Le Groupe d'experts a approuvé les publications d'erratum.

**QUESTIONS DIVERSES**

Mardi, le président du GIEC, Pachauri, a présenté un document sur un examen potentiel du processus du GIEC (IPCC-XXXVII/Doc.17), et a souligné les critères d'un tel examen, notamment la crédibilité des chercheurs, la non-perturbation du processus du GIEC et les possibilités d'une réponse du Groupe. Tous les participants ayant pris la parole ont insisté sur l'importance de la transparence et de l'ouverture. Bon nombre d'entre eux ont mis en garde contre une réponse préalable à l'obtention de plus amples éclaircissements sur les critères et les procédures. La Nouvelle-Zélande a déclaré que chaque scientifique doit approuver ces examens et que la décision sur la proposition actuelle doit être prise par le Bureau responsable du prochain rapport d'évaluation. Le représentant des Pays-Bas a déclaré que ces propositions doivent être examinées en fonction de leurs mérites et au cas-par-cas. Le Canada, rejoint par l'Inde et la Belgique, a déclaré que les principes énonçant les paramètres des études doivent être fixés à l'avance. L'Afrique du Sud a salué la proposition mais, rejointe par la Finlande, a souligné la nécessité d'inclure des chercheurs de différentes régions.

Francis Zwiers, le vice-président du GTI, a déclaré que l'étude de la manière dont les auteurs du GIEC font leur travail ne constitue pas un processus d'examen du GIEC, a exprimé ses préoccupations concernant le précédent qu'une telle démarche pourrait créer et a souligné la nécessité pour le GIEC d'être en mesure d'attirer les meilleurs experts scientifiques en son sein. Il a été appuyé par Qin Dahe, le coprésident du GTI, qui a appelé à la prudence et souligné l'importance de comprendre les processus du GIEC, ainsi que la nécessité d'éviter toute confusion. Jim Skea, le vice-président du GTIII, a attiré l'attention sur l'importance que tout projet réponde à la norme de référence de la recherche en sciences sociales, sur la nécessité d'intégrer des perspectives culturelles multiples dans le projet, et de mener un examen éthique.

Le président du GIEC, Pachauri, a déclaré que le projet aiderait à « démystifier » le processus du GIEC et à montrer la rigueur que les auteurs du GIEC appliquent dans leur travail sur un rapport d'évaluation. Attirant l'attention sur les procédures établies du GIEC, les États-Unis ont suggéré à ce qui sont favorables à la proposition de travailler par le biais d'une organisation observatrice indépendante reconnue. Field, le coprésident du GTIII, a souligné la nécessité d'encourager la transparence et a suggéré de trouver un moyen d'approuver cette proposition sans recourir à une décision du Groupe. L'Australie a proposé d'examiner la question indépendamment d'une unique proposition académique.

Un groupe restreint coprésidé par le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud a été créé pour poursuivre les discussions et proposer une réponse. Mercredi matin, le Royaume-Uni a rapporté que le groupe restreint est parvenu à la conclusion que la question de permettre à des chercheurs en sciences sociales externes d'examiner les travaux du GIEC nécessite une discussion plus approfondie, et a proposé que le Comité exécutif tienne une réunion d'experts sur ce point en 2014, et produise un rapport pour contribuer aux travaux du Groupe d'action chargé de l'examen de l'avenir du GIEC.

**CLÔTURE DE LA GIEC-37**

L'Arabie saoudite a exprimé ses préoccupations concernant la tenue de la réunion un jour de l'Aïd Al-Adha, qui est un jour férié dans le système de l'ONU, et a demandé qu'à l'avenir, les réunions ne se chevauchent pas avec les vacances officielles de l'ONU. La Norvège et la Belgique ont suggéré que le Groupe de travail commence ses travaux immédiatement après la clôture de la GIEC-37, compte tenu de la disponibilité des participants et du lieu. Christ, la Secrétaire, a indiqué que certains participants ont dû quitter la réunion plus tôt et que tous les membres du Groupe de travail ne pourront pas être présents. La séance a été levée à 17h40, jeudi 17 octobre.

**BRÈVE ANALYSE DE LA GIEC-37**

À peine sorti des négociations prolongées de septembre 2013 à Stockholm, en Suède, où a été achevée avec succès la contribution du Groupe de travail I (GTI) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) au cinquième rapport d'évaluation (RE5), le GIEC s'est réuni à nouveau sur les plages ensoleillées de la mer Noire à Batumi, en Géorgie. La nécessité de se rassembler à nouveau pour terminer deux rapports méthodologiques en octobre 2013, tel que demandé par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) s'est transformée en une sorte de répit sur le parcours difficile de la finalisation de son RE5 très attendu. Cette pause a donné au GIEC la possibilité de traiter des questions d'ordre administratif indispensables pour le maintien de son élan au cours des prochains mois, et de se pencher sur l'avenir de son travail après le RE5. Le bon déroulement de la session et l'attitude positive des participants ont permis de couvrir l'ordre du jour à un rythme satisfaisant et de terminer les travaux un jour plus tôt.

Cette brève analyse situe la GIEC-37 dans la perspective plus large du processus d'approbation du RE5 et des négociations sur les changements climatiques. Elle examine également le rôle important des rapports méthodologiques nouvellement adoptés et les progrès accomplis dans la planification de l'avenir du GIEC.

**LA GIEC-37 DANS LE CONTEXTE DU CINQUIÈME RAPPORT D'ÉVALUATION**

Le GIEC est en train de conclure son RE5 qui comprend des contributions portant sur la science physique des changements climatiques (contribution du GTI adoptée à la GIEC-36), les impacts, l'adaptation et la vulnérabilité (contribution du GTII dont l'adoption est prévue en mars 2014), l'atténuation des changements climatiques (contribution du GTIII qui devrait être adoptée en avril 2014) et le Rapport de synthèse (dont l'adoption est prévue en octobre 2014). Ces rapports serviront de base scientifique pour les négociations sur les changements climatiques globaux menées par la CCNUCC, y compris les négociations sur un nouvel accord dont l'adoption est prévue en 2015.

Avec ces événements importants en perspective, l'objectif de la GIEC-37 était d'assurer l'ordre au sein de l'organisation. En 2010, le Conseil interacadémique (CIA) a examiné la structure, les processus et les activités du GIEC. En réponse au rapport du CIA, le GIEC a entrepris une série de réformes. Ces réformes comprenaient des initiatives visant à assurer une plus grande transparence, l'efficacité, la sensibilisation et la communication, ainsi que des mécanismes pour se prémunir contre les conflits d'intérêts. Les discussions lors de la GIEC-37 ont porté sur la communication et les dispositions pour la sensibilisation, les précautions contre les conflits d'intérêts, et les progrès accomplis dans les différents domaines de travail du GIEC, ce qui a rendu les participants confiants que le GIEC est prêt pour 2014. Les participants ont également été assurés que le GIEC sera plus en mesure que par le passé de s'accommoder à tout examen auquel il serait soumis.

Cette session a également abordé les questions liées à l'écologisation du GIEC, et les discussions ont porté sur la réduction de l'empreinte carbone de l'organisation et l'application du système PaperSmart basé sur l'utilisation de documents électroniques lors des réunions, pour montrer que le GIEC applique les pratiques qu'il préconise.

## LES RAPPORTS MÉTHODOLOGIQUES: UN ÉLÉMENT-CLÉ DU TRAVAIL DU GIEC

Le travail du GIEC sur les lignes directrices et les méthodologies visant à aider les Parties à la CCNUCC dans la préparation des inventaires nationaux pour les évaluations et l'établissement des rapports sur les émissions et les absorptions de gaz à effet de serre (GES) constitue un aspect moins connu, pourtant crucial, du travail du Groupe.

Bien que souvent négligés, les inventaires de GES constituent l'un des aspects les plus importants du régime climatique multilatéral. Le fait que les pays soient en mesure de s'accorder sur une méthodologie commune pour évaluer les émissions et les absorptions, et de les déclarer dans un format commun qui par la suite peut être comparé et examiné, rendu public et facilement accessible, est un véritable exploit, compte tenu des contextes et des conditions biophysiques très différents des pays. Cela n'est possible que lorsque des scientifiques de compétence reconnue, à travers un processus de travail crédible, proposent des méthodes que les pays peuvent tous approuver et ensuite utiliser pour évaluer et déclarer leurs émissions et leurs absorptions. Le GIEC dispose de tous ces moyens et, à Batumi, ce processus a été de nouveau éprouvé avec succès.

À la GIEC-37, deux rapports méthodologiques importants ont été adoptés: le « Supplément 2013 aux lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre: les zones humides », et les « Méthodes complémentaires et guide des bonnes pratiques révisés découlant du Protocole de Kyoto » (Supplément PK sur l'UTCATF de 2013). Ce dernier document en particulier a été rassemblé en un temps record afin de répondre à une demande de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto, de le préparer pour utilisation pendant la deuxième période d'engagement.

Bien qu'hautelement techniques, les rapports méthodologiques sont importants au plan des politiques, pour les négociations sur le climat, car ils constituent les manuels d'utilisation qui sous-tendent certaines décisions importantes. Les méthodes d'évaluation utilisées dans le Supplément PK sur l'UTCATF de 2013, par exemple, sont lourdes de conséquences car les résultats influencent le respect des objectifs du PK lorsque ces méthodes sont utilisées par les pays pour comptabiliser leurs émissions et leurs absorptions de GES. Le bon déroulement de cette session ne peut être qu'un signe que ce processus fonctionne: des scientifiques, des représentants de gouvernements et d'autres intervenants ont travaillé ensemble de manière itérative et ont trouvé des façons de traiter des problèmes particuliers tout en étant fidèles à l'état actuel des connaissances. Cela constitue une base importante pour tout nouvel accord global potentiel dans le domaine de la lutte contre les changements climatiques.

### L'AVENIR DU GIEC

À cette réunion, le travail sur la planification de l'avenir du GIEC a commencé avec la mise en place d'un groupe de travail qui œuvrera jusqu'en 2015 pour la prise d'une décision à temps sur la structuration du prochain cycle d'évaluation et sur l'élection du prochain Bureau. Le GIEC se trouve par conséquent dans le processus d'évaluation de son propre travail et de ses produits en vue de les améliorer et de les adapter aux temps qui changent, tout en veillant à ce que le Groupe demeure pertinent pour les politiques. Le niveau d'engagement par rapport à cette question, comme en témoignent les communications et les commentaires reçus des pays lors de la GIEC-37, constitue sans aucun doute en partie un signe que le GIEC se sent plus fort en raison des changements apportés à sa gouvernance et à ses procédures, à la suite de l'examen du CIA en 2010. Un consensus général a semblé se dégager sur l'utilité des évaluations exhaustives du GIEC, mais il y a eu également des suggestions

sur des améliorations possibles, notamment des rapports plus spéciaux et des mises à jour, voire la restructuration des GT du GIEC.

L'objectif des discussions était constructif, caractérisé par un effort général pour prévoir les informations dont les pays auront besoin au cours des prochaines années et à la lumière de l'adoption éventuelle d'un accord global sur les changements climatiques en 2015. Les appels pour une meilleure intégration de l'adaptation et de l'atténuation, et pour une amélioration de la couverture régionale, étaient tous des suggestions qui concordent avec les discussions en cours sur les futurs besoins du processus de la CCNUCC. Les idées concrètes pour la mise en œuvre de ces efforts comprennent les propositions visant à modifier la structure des trois groupes de travail pour, par exemple, avoir deux groupes au lieu de trois: l'un traitant des « problèmes » ou des mécanismes (la science du climat et les impacts) et l'autre traitant des « solutions » (l'adaptation et l'atténuation).

Comment accroître la participation des pays en développement dans tous les domaines de travail et assurer l'équilibre régional est une question récurrente du GIEC, et qui a de nouveau dominé le débat. Les discussions formelles sur les futurs travaux du GIEC offrent une opportunité d'intensifier les efforts entrepris pour résoudre ce problème par des moyens nouveaux ou novateurs, y compris une participation accrue des pays en développement dans les unités d'appui technique (UAT), ou encore la mise en place d'une nouvelle UAT dans un pays en développement.

Les défis persistants que posent la transparence, la sensibilisation et la communication étaient également présents dans les discussions. Il ne s'agit pas de questions faciles à résoudre, puisque la nécessité d'ouverture doit être équilibrée avec la nécessité de ne pas perturber le processus d'évaluation déjà compliqué, ou de ne pas trop en imposer aux auteurs et autres personnes qui travaillent sur les rapports sans compensation.

L'engagement des pays pour le GIEC a été mis en évidence lorsque presque tous les pays présents à la séance plénière se sont inscrits pour être membres actifs du groupe de travail sur l'avenir du GIEC.

À la suite de la réunion, alors que le ciel ensoleillé de Batumi virait au gris, les participants prédisaient d'intenses négociations aux GIEC-38 et GIEC-39 prévues à Yokohama et à Berlin, où des sujets politiquement chargés sur les contributions des GTII et GTIII devront être résolus. La GIEC-37 a offert au GIEC un peu de répit et peut-être un certain niveau de confiance sur le fait qu'il est possible de relever ces défis et de fournir la base scientifique pour un futur accord global sur les changements climatiques.

## PROCHAINES RÉUNIONS

### 25<sup>e</sup> Réunion des Parties (RdP) au Protocole de Montréal:

La RdP-25 aura à examiner un certain nombre de questions, notamment les demandes de dérogation pour les utilisations critiques et essentielles, et les avantages climatiques de l'élimination accélérée des hydrochlorofluorocarbones et de la réduction progressive des hydrofluorocarbones. **dates:** 21-25 octobre 2013 **lieu:** Bangkok, Thaïlande **contact:** Secrétariat de l'ozone **téléphone:** +254-20-762-3851 **télécopie:** +254-20-762-4691 **e-mail:** ozoneinfo@unep.org **www:** http://ozone.unep.org

**19<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties (CdP) à la CCNUCC:** La CdP-19, la RdP-9, l'ADP-3, et les organes subsidiaires de la CCNUCC (SBI et SBSTA) se réuniront à Varsovie, en Pologne. **dates:** 11-22 novembre 2013 **lieu:** Varsovie, Pologne **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228-815-1000 **télécopie:** +49-228-815-1999 **e-mail:** secretariat@unfccc.int **www:** http://www.unfccc.int

### Conférence internationale sur les changements climatiques, l'eau et les catastrophes dans les régions montagneuses:

Cette conférence est organisée par la Société des hydrologues et météorologues (SOHAM-Népal). **dates:** 27-29 novembre 2013 **lieu:** Katmandou, Népal **contact:** M. Deepak Paudel, SOHAM Népal **téléphone:** 977-9841647398 **e-mail:** sohamconference2013@gmail.com **www:** <http://www.soham.org.np/pdf/international-conference.pdf>

### Septième session du Groupe de travail ouvert (GTO) de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les objectifs de développement durable:

La GTO-7 aura à se pencher sur: les villes et les établissements humains durables, le transport durable, la consommation et la production durables (y compris les produits chimiques et les déchets); et les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe. **dates:** 6-10 janvier 2014 **lieu:** Siège de l'ONU à New York **contact:** Division des Nations Unies pour le développement durable **e-mail:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

**10<sup>e</sup> session du GTII du GIEC et GIEC-38:** Le GTII du GIEC se réunira pour l'approbation et l'acceptation de la contribution du GTII au RE5. Le GTII évalue la vulnérabilité des systèmes socio-économiques et naturels aux changements climatiques, les conséquences négatives et positives des changements climatiques et les options offertes pour s'y adapter. Par la suite, la GIEC-38 se réunira pour approuver la contribution du GTII au RE5. **dates:** 25-29 mars 2014 **lieu:** Yokohama, Japon **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208 **télécopie:** +41-22-730-8025 **e-mail:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch/>

**12<sup>e</sup> session du GTIII du GIEC et GIEC-39:** Le GTIII du GIEC se réunira pour l'approbation et l'acceptation de la contribution du GTIII au RE5. Le travail du GTIII porte essentiellement sur l'atténuation des changements climatiques. Par la suite, la GIEC-39 se réunira pour approuver le rapport du GTIII. **dates:** 7-13 avril 2014 **lieu:** Berlin, Allemagne **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208 **télécopie:** +41-22-730-8025 **e-mail:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch/>

**Troisième conférence internationale sur l'adaptation aux changements climatiques:** Cette Conférence intitulée « Conférence 2014 sur l'avenir de l'adaptation » constituera le lien entre la communauté des chercheurs et les utilisateurs de l'information sur l'adaptation aux changements climatiques aux échelles régionale et mondiale. **dates:** 12-16 mai 2014 **lieu:** Fortaleza, Brésil **contact:** Secrétariat de Provia, PNUE **e-mail:** adaptationfutures2014@inpe.br **www:** <http://adaptationfutures2014.ccst.inpe.br/>

**40<sup>e</sup> session des organes subsidiaires de la CCNUCC:** La SBI-40 et la SBSTA-40 sont prévues en juin 2014. **dates:** 4-15 juin 2014 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228 815-1000 **télécopie:** +49-228-815-1999 **e-mail:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int>

**OSASTT-18 de la CDB:** La 18<sup>e</sup> réunion de l'OSASTT de la CDB aura à examiner, entre autres, des questions liées à la biodiversité marine et côtière, la biodiversité et les changements climatiques et la relation avec l'IPBES. **dates:** 23-27 juin 2014 (à confirmer) **lieu:** Montréal, Canada (à confirmer) **contact:** Secrétariat de la CDB **téléphone:** +1-514-288-2220 **télécopie:** +1-514-288-6588 **e-mail:** secretariat@cbd.int **www:** <http://www.cbd.int/meetings/>

**CdP-12 à la CDB:** La CdP-12 à la CDB se livrera à un examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan stratégique et des objectifs d'Aichi. Le thème de la réunion sera « la biodiversité pour un développement durable ». La Réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques précèdera immédiatement la CdP-12. **dates:**

6-17 octobre 2014 **lieu:** Pyeongchang, République de Corée **contact:** Secrétariat de la CDB **téléphone:** +1-514-288-2220 **télécopie:** +1-514-288-6588 **e-mail:** secretariat@cbd.int **www:** <http://bch.cbd.int/protocol/e-doc/?notification=2036>

**Sommet 2014 sur le climat:** Cet événement est organisé par le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, dans le but de mobiliser la volonté politique pour un accord juridique ambitieux dans le cadre du processus de la CCNUCC. **date:** le 16 septembre 2014 (à confirmer) **lieu:** Siège de l'ONU, à New York **www:** <http://www.un.org/climatechange/summit2014/>

**GIEC-40:** Cette réunion du GIEC se tiendra pour adopter le RSY du RE5 et approuver son RID. **dates:** 27-31 octobre 2014 **lieu:** Copenhague, Danemark **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208 **télécopie:** +41-22-730-8025 **e-mail:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch/>

Pour de plus amples informations sur d'autres réunions et mises à jour, visiter le site <http://climate-l.iisd.org/>

## GLOSSAIRE

APC	Auteur principal chargé de la coordination
BGTIn	Bureau du Groupe de travail sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CdP	Conférence des Parties
CIA	Conseil interacadémique
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GT	Groupe de travail
GTIn	Groupe de travail sur les inventaires nationaux des gaz à effet de serre
OMM	Organisation météorologique mondiale
PEID	Petits États insulaires en développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RE4	Quatrième rapport d'évaluation
RE5	Cinquième rapport d'évaluation
RID	Résumé à l'intention des décideurs
SREX	Rapport spécial sur la gestion des risques d'événements extrêmes et de catastrophes en vue d'une meilleure adaptation aux changements climatiques
SRREN	Rapport spécial sur les sources d'énergie renouvelables et les mesures d'atténuation du changement climatique
RSY	Rapport de synthèse
UAT	Unité d'appui technique
UTCATF	Utilisation des terres, changements d'affectation des terres et foresterie